

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

La barre des 1000 morts est franchie

● **470 nouveaux cas confirmés**

P3



ABDERRAHMANE BENBOUZID
(MINISTRE DE LA SANTÉ)

La protection du personnel médical est une urgence

P3

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Mise en garde contre le discours alarmiste

P3

EXPORTATION

Les prix ont baissé de 14,3 % au 1er trimestre 2020

P2



LUTTE CONTRE LES
FEUX DE FORÊTS

La mise en garde de la Direction générale des forêts

P2

DÉCÈS DU MOUDJAHID
ABDALLAH YELLES

Dernier témoin des massacres du 8 mai 1945 à Guelma

P16

EXPORTATION

Les prix ont baissé de 14,3 % au 1er trimestre 2020

Les prix à l'exportation des marchandises en dinars, hydrocarbures compris, ont enregistré une baisse de 14,3%, durant le 1er trimestre 2020 et par rapport à la même période en 2019, au moment où les prix à l'importation affichaient une légère augmentation 1,3%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

La baisse de l'Indice des valeurs unitaires (IVU) à l'exportation des marchandises (prix à l'exportation) s'explique, essentiellement, par une baisse de 14,8% des prix des hydrocarbures et une baisse également des prix des exportations des produits hors hydrocarbures (PHH) de 8% durant la même période de comparaison, selon l'Office.

La baisse des prix à l'exportation des marchandises, dominées par les hydrocarbures, qui ont représenté 92,40% des exportations algériennes globales durant les trois premiers mois de l'année en cours, est due principalement à la baisse des cours internationaux des hydrocarbures, précise une publication de l'ONS sur les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises au 1er trimestre 2020.

Les exportations algériennes ont connu une baisse de 27% pour totaliser 814,5 milliards de DA sur les trois premiers mois de l'année en cours contre 1.116,5 milliards de DA à la même période de l'année précédente, a détaillé la même source.

Les importations se sont élevées à 1.099,3 milliards de DA au 1er trimestre 2020 contre 1.344,5 milliards de DA au cours de la même période en 2019, enregistrant ainsi une baisse en valeurs courantes de 18,2%.

L'évolution haussière (1,3%) de l'indice des prix à l'importation, elle a été tirée, essentiellement, par les huiles grasses et cires d'origine animale ou



végétales (+13,8%), les machines et matériels de transport (+6,2%), boissons et tabacs (+3,4%) et les produits alimentaires et animaux vivants avec (+2,3%).

Par ailleurs, d'autres groupes de produits ont connu des baisses de leurs prix à l'importation.

Il s'agit, notamment, des groupes de produits des matières brutes non comestibles, sauf carburants (-11%), des combustibles minéraux, lubrifiants et

produits connexes (-3,9%) et enfin les produits chimiques et produits connexes (-2,8%).

Ces évolutions enregistrées ont conduit à un "creusement" du déficit commercial qui passe de 228 milliards de DA au 1er trimestre 2019 à 284,8 milliards de DA à la même période 2020.

Ces résultats du commerce extérieur ont fait baisser le taux de couverture des importations par les exportations

de 83% à 74,1% durant la même période de comparaison.

Durant toute l'année 2019, les prix à l'exportation des marchandises en dinars ont baissé de 7,3%, par rapport à 2018, alors que les prix à l'importation ont affiché une légère hausse de 0,9%.

L'Office a signalé que les données des trois premiers mois de l'année en cours, ainsi que celles de l'année 2019 sont provisoires.

R.N

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU FFS

Election des nouveaux membres de l'Instance présidentielle

Le Congrès extraordinaire du Front des forces socialistes (FFS) a élu, vendredi, les cinq membres composant l'Instance présidentielle du parti. Les nouveaux membres ont été élus lors du Congrès extraordinaire tenu à l'Hôtel Mazafran à Zeralda (Alger ouest), suite à quoi la liste dirigée par Hakim Belahcel a obtenu 182 voix contre 143 voix pour la liste de Ahmed Djeddaï.

La liste élue est composée de: Hakim Belahcel, Sofiane Chouikh, Mohamed Hadji, Brahim Meziani et Nora Touahri. Conformément aux statuts du parti, l'Instance présidentielle "exerce ses missions en collégialité et veille à l'unité du parti et au respect de sa ligne politique, en application des résolutions du Congrès national". En vertu des textes réglementaires du parti, le premier Secrétaire national du parti sera choisi en accord entre les membres de l'Instance présidentielle, lequel choix sera soumis au Conseil national dont la tenue est prévue durant les deux prochaines semaines.

Hakim Belahcel a affirmé qu'avec l'élection de la nouvelle composante de l'Instance présidentielle du parti, le FFS "aura ouvert une nouvelle page avec une vision unie", ajoutant que "la priorité consiste à aller vers un congrès national rassembleur, sans exclusive aucune".

R.N

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

La mise en garde de la Direction générale des forêts

La fermeture des plages aux estivants pour lutter contre la Covid-19 a accentué la pression sur les espaces forestiers, ce qui risque d'engendrer une recrudescence des feux de forêts cet été, a mis en garde le premier responsable de la Direction générale des forêts (DGF), Ali Mahmoudi. En effet, le bilan s'est subitement alourdi durant la première semaine de juillet en cours avec 49 foyers d'incendie qui ont ravagé une superficie globale de 1.161 hectares (ha). Alors que, a-t-il indiqué, la DGF escomptait un résultat semblable ou même meilleure que celui de la campagne 2018 où les surfaces parcourues par le feu n'avaient pas excédé 2.300 ha durant toute la campagne, contre 21.048 ha parcourus par le feu pendant la campagne de l'année précédente.

Le réarmement des agents forestiers... seul moyen d'assurer leur sécurité

Interrogé sur les mesures de protection des agents forestiers contre les agressions auxquelles ils font face lors de l'exercice de leur fonction, M. Mahmoudi a déclaré que la DGF revendique carrément leur réarmement afin de leur permettre d'assurer leur propre sécurité.

Quant aux atteintes au patrimoine forestiers, (coupe illicite de bois, mutilation d'arbres, extraction de plantes protégées, pillage de liège, braconnage, etc.), M. Mahmoudi affirmé qu'en l'absence d'une loi stricte, le forestier fait appel à d'autres textes plus dissuasifs notamment le code pénal, le code civil ou encore la loi domaniale pour préserver les espaces forestier".

Jugée "obsolète", la loi 84-12 portant régime général des forêts est en cours de révision ce qui devrait renforcer la protection du patrimoine fo-

restier mais également favoriser les investissements dans le secteur forestier et le développement durable, selon M. Mahmoudi.

Le premier responsable de la DGF a expliqué que le contenu de l'article 35 de la loi en vigueur relatif aux conditions et modalités d'exploitation des forêts concerne exclusivement les habitants des forêts.

Une nouvelle loi en cours d'élaboration favorisant les investissements productifs

"Pour remédier à ce frein juridique, nous avons introduit dans la nouvelle loi en cours de préparation de nouveaux textes favorisant les investissements productifs dans ce secteur", a-t-il fait savoir.

Parmi les créneaux porteurs susceptibles de percer avec l'application de la nouvelle loi, M. Mahmoudi cite notamment la filière des plantes à parfum aromatique et médicinale. Il a également évoqué l'ouverture du secteur forestier aux opérateurs privés. Quant à la possibilité d'exploiter les forêts pour développer une industrie du bois en Algérie, M. Mahmoudi a rappelé que la couverture forestière algérienne est des plus faible avec seulement 4,1 millions d'hectares sur les 238 millions d'hectares.

"Actuellement la forêt algérienne est classée comme étant une forêt de protection et non pas une forêt de production", a-t-il insisté, en précisant que la quantité moyenne du bois amassée avoisine 125.000 mètres cubes par an.

S'agissant des moyens mobilisés pour préserver le patrimoine forestier contre les feux de forêt, M. Mahmoudi a affirmé que la DGF a pris toutes les "dispositions nécessaires" pour la campagne de prévention et de lutte contre ce

fléau. Selon les données communiquées par M. Mahmoudi, la DGF a mobilisé pour cette campagne "407 postes de vigies (qui donne la première alerte) pour lesquels elle emploie 960 contractuels dont des étudiants et des vacanciers répartis à travers les massifs forestier. En plus de 478 brigades mobiles d'un effectif de 2.387 agents de forêts pour accomplir la première intervention en cas de déclenchement d'incendies.

En outre, les services de l'administration des forêts ont mobilisé la ressource en eau à travers "le recensement de 2.820 points d'eau situés en forêts ou à proximité (retenues colinéaires, barrage, bache à eau) qui serviront à approvisionner en eau des moyens d'intervention. Parmi les moyens de lutte le directeur général de la DGF a également énuméré 32 camions citernes ravitailleurs de grandes capacités pour l'approvisionnement en eau des camions de lutte et des brigades mobiles de première intervention.

Entre autres moyens mobilisés pour lutter contre les feux de forêts, M. Mahmoudi évoque l'utilisation du réseau de communication radioélectrique par la mise en place de 2.000 équipements radioélectriques de type VHF,

Toujours, en ce qui concerne les moyens de lutte au titre de la campagne 2020, M. Mahmoudi a fait savoir que la DGF a acquis 80 nouveaux camions citernes feux de forêts légers (CCFL) pour un montant de 1,1 milliard de dinars. "Ces véhicules de première intervention porte le nombre total de ces engins à 160 répartis sur 20 wilayas pour intervenir rapidement au niveau des wilayas limitrophes en cas de déclenchement d'incendies", a-t-il ajouté.

Synthèse : Ab.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

La barre de 1000 morts est franchie

En enregistrant hier 8 nouveaux décès, la barre des mille morts due au Coronavirus vient d'être franchie en Algérie. Ainsi, le nombre de personnes décédées, depuis le début de la pandémie, est porté à 1004.



Dans son point quotidien sur l'évolution de la situation pandémique dans le pays, le Dr Djamel Fourar a annoncé 470 nouveaux cas confirmés, un nouveau record. Le bilan se maintient, donc, à la hausse poussant le total à 18 712. Dr Fourar a précisé, également, que

le nombre de personnes guéries a atteint 13 375, dont 251 au cours des dernières 24 heures, par ailleurs 59 malades se trouvent sous des soins intensifs a-t-il ajouté. La wilaya, qui a enregistré un nombre important des nouvelles contaminations, est celle de Batna avec 70 nouveaux cas, suivie de

la wilaya de Biskra avec 49 cas et la capitale qui a recensé 47 nouveaux cas depuis hier. 45 nouveaux cas ont été, par contre, enregistré à Blida et 37 à Ouargla et 30 cas à M'sila. Enfin, le même responsable a souligné que "la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et

observation des règles d'hygiène et de distanciation physique", rappelant "l'obligation du respect du confinement et du port des masques". Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

R.N.

ALGER

Le wali exclut un reconfinement partiel

Le wali d'Alger, Youcef Cherfa, a écarté la possibilité d'imposer un confinement partiel à travers les communes de la capitale qui ont enregistré des cas confirmés de Covid-19, estimant que la situation épidémiologique "est stable, maîtrisée et pas inquiétante". S'exprimant lors d'une conférence de presse animée au siège de la wilaya sur les dernières mesures prises à l'effet d'enrayer la propagation de la Covid-19, M. Cherfa a précisé qu'un "confinement partiel ne saurait être imposé à travers les communes de la capitale qui ont enregistré des cas confirmés de Covid-19" du fait de "la nature de son tissu urbain et de la densité de la circulation des personnes et de véhicules". Alors que des cas de Coronavirus ont été recensés à travers les 57 communes de la capitale depuis le début de la pandémie, le wali a assuré que la situation épidémiologique reste "stable et maîtrisée et pas préoccupante", faisant état de la relance de l'action anticipative afin d'enrayer la pandémie à travers le diagnostic précoce des cas suspects au niveau des établissements de santé de proximité. Il a, en outre, fait savoir que "tous les moyens et les ressources médicales et humaines ont été mobilisés afin de prendre en charge les cas enregistrés et ceux hors wilaya". Depuis le début de la pandémie, la wilaya d'Alger a affecté "plus de 13 services spécialisés (plus de 700 lits) à la prise en charge des malades de la Covid-19", a-t-il rappelé, évoquant "la possibilité d'assurer encore 1 000 lits grâce à l'exploitation des structures hôtelières". Et d'ajouter que "917 personnes atteintes sont actuellement à domicile afin d'assurer un meilleur suivi de leur état de santé". Le wali a affirmé, en outre, que tous les moyens médicaux et de protection nécessaires seront fournis au personnel médical et paramédical de 13 établissements hospitaliers à Alger, dont 5 Centres hospitalo-universitaires (Mustapha Pacha, Nafissa Hamoud (ex Parnet), Issaad-Hassani de Beni Messous, Douéra et Lamine-Debaghine de Bab el Oued (ex Maillot) et les Etablissements hospitaliers spécialisés (EHS) d'El Kettar et de Zmiril, outre les services spécialisés dans le traitement des cas de coronavirus.

R.N.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Mise en garde contre le discours alarmiste

Le ministère de la Communication a mis en garde hier, dans un communiqué, contre la désinformation et le discours alarmiste de certains médias dans le traitement des informations relatives à la pandémie de coronavirus. "Le Président de la République, premier engagé et en première ligne dans la lutte contre la propagation et la prégnance du Coronavirus dans le pays, a, lui-même, et sur la base de rapports documentés et consolidés, critiqué sévèrement la gestion gouvernementale du risque épidémiologique dans le pays. La critique présidentielle, tout comme la critique spécialisée ou citoyenne, fondée sur des faits tangibles et prouvés, est même un devoir citoyen. Sauf quand elle est un prétexte facile pour certains journaux, et au premier chef pour le quotidien privé Liberté, pour jouer les Cassandre", indique le communiqué du ministère. La même source qualifie ce traitement de : "jouer aux Prophètes de mauvais augures et sur-dramatisant une situation épidémiologique déjà grave en soi dans un pays en guerre contre un ennemi invisible qui provoque partout dans le monde des dégâts incommensurables, comme en témoignent ailleurs des statistiques nettement plus dramatiques par rapport à la situation réelle en Algérie". "Mu apparemment par le souci de faire de l'audience à tout prix, l'éditorialiste du journal, directeur de publication par intérim, utilise des vocables, des concepts

et des mots propres à décrire un film d'épouvante ! Avec des mots tels que +catastrophe+, +chaotique+, +hécateombe+, utilisés pour mieux dénigrer, à l'extrême limite de la diffamation, la gestion gouvernementale de l'évolution du risque pandémique. Et le journal, qui publie des chiffres de décès sans les attribuer à des sources sanitaires dignes de foi et crédibles, bafoue allègrement les règles de l'éthique professionnelle. Cette dernière oblige à publier des faits avérés, sourcés, donc fiables, et sur la base de ces mêmes faits réels, expliquer, éclairer et par conséquent critiquer sans dénigrer et sans diffamer", a-t-on encore regretté.

Le communiqué invite Liberté "à respecter scrupuleusement ce qui représente l'essence même du métier de journaliste : à savoir que informer ne signifie pas déformer, et critiquer ne veut pas dire diffamer. Encore moins assombrir davantage une situation épidémiologique déjà grave et démoraleser encore plus une opinion publique déjà éreintée par des mois de restrictions et de privations". "A défaut, ajoute-t-on, le quotidien Liberté, qui semble prendre beaucoup de libertés avec la déontologie, tomberait alors sous le coup des dispositions prévues par la loi".

Au regard de la loi, pour le communiqué du ministère, ce quotidien "est doublement condamnable: de l'exposition de la vie d'autrui ou son intégrité

physique à un danger, il est passible, selon la même source, de l'article 290 bis récemment amendé de l'ordonnance 66-156 du 8 juin 1966, portant code pénal. Dans ce cas, la peine est portée de trois (3) à cinq (5) ans d'emprisonnement et l'amende de 300 000 DA à

500 000 DA, "si ces actes sont commis durant les périodes de confinement sanitaire ou d'une catastrophe naturelle, biologique ou technologique ou de toute autre catastrophe". En outre, précise-t-on, la personne morale qui commet ces actes, est, elle aussi, punie conformément aux mêmes dispositions. Au titre de la diffusion et de la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques, l'amendement de l'article 196 bis du code pénal prévoit de punir quiconque volontairement diffuse ou propage, par tout moyen, dans le public des nouvelles ou informations, fausses ou calomnieuses, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, compte tenu de l'effroi qu'ils sèment au sein des citoyens et du climat d'insécurité qu'ils génèrent dans la société, explique-t-on encore. Le code pénal "prévoit, une peine délictuelle pour ces actes, consistant en l'emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et une amende de 100.000 DA à 300.000 DA", a conclu le communiqué du ministère de la Communication.

R.N.

ABDERRAHMANE
BENBOUZID
(MINISTRE
DE LA SANTÉ)

La protection du personnel médical est une urgence

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a instruit, hier à Alger, la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) de lancer la distribution des moyens de protection contre la Covid-19 destinés au personnel médical "le plus tôt possible".

"La situation générée par la pandémie est préoccupante. Le problème auquel nous faisons face actuellement réside dans les moyens de protection du personnel médical des établissements sanitaires à travers le pays. C'est une urgence et une priorité de mettre à la disposition du personnel médical les moyens de protection nécessaires", a indiqué M. Benbouzid, lors d'une visite d'inspection au siège de la PCH. "Les stocks de stratégie et de sécurité en sur-blouses, surchaussures, lunettes de protection, combinaisons avec cagoule et autres produits nécessaires, sont pour le moment insuffisants. Pour pallier le manque constaté en ces moyens de protection dans certains établissements de santé, la PCH doit lancer la distribution de ces produits le plus tôt possible vers les établissements concernés", a ajouté le ministre. M. Benbouzid a souligné, dans le même ordre d'idées, que "le personnel médical doit sentir que ses demandes et revendications sont prises en charge", ajoutant : "C'est un devoir fondamental de lui assurer les moyens de protection". Rappelant que la demande en moyens de protection a augmenté avec l'évolution de la pandémie, le ministre a souligné l'importance de veiller à éviter d'éventuelles ruptures de stocks de ces produits, majoritairement jetables.

APS

M'SILA

Cinq communes reconfinées

Hier, la wilaya de M'sila a décidé d'instaurer un confinement partiel à domicile de 13h à 5h du matin dans cinq communes, et ce à partir d'aujourd'hui. Les communes concernées sont M'sila, Sidi Aïssa, Bousaâda, Barhoum et Magra, selon un communiqué publié sur la page Facebook de la wilaya. Durant le confinement, toutes les activités économiques, commerciales et sociales ainsi que la circulation automobile et l'activité de transport de voyageurs sont suspendues, selon la même source. Ainsi, M'sila vient rejoindre Sétif, Ouargla, Tipaza, Biskra pour donner l'image d'une carte d'Algérie où le confinement gagne du terrain de jour en jour. A l'approche de l'Aïd El Kebir, il ne serait pas impossible que le gouvernement impose un confinement semblable à l'ensemble des régions les plus touchées par le coronavirus.



LE JOURNAL
DU CORONAVIRUS

PARLEMENT EUROPÉEN

Feu vert la mise au point plus rapide de vaccins

Les députés au Parlement européen ont approuvé vendredi un nouveau règlement qui permettra de développer plus rapidement des vaccins et des traitements contre le nouveau coronavirus sur le continent, a indiqué l'institution.

Ce règlement qui permet une dérogation temporaire à certaines règles pour les essais cliniques a été adopté par 505 voix pour, 67 contre et 109 abstentions, suite à un débat mené en procédure d'urgence la semaine dernière, a-t-il indiqué dans un communiqué de presse.

La Commission européenne avait proposé le mois dernier une stratégie en matière de vaccins, en demandant une dérogation temporaire et strictement liée à la crise du COVID-19 à certaines règles pour les essais cliniques de vaccins ou de traitements qui contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Comme les exigences nationales pour évaluer les risques environnementaux des essais cliniques sur les médicaments contenant des OGM varient considérablement d'un Etat membre à l'autre, une dérogation à ces règles était nécessaire pour éviter un retard important dans le développement de ces vaccins et traitements pouvant sauver des vies, a déclaré le communiqué.

Le Royaume-Uni ne participera pas au programme européen sur les vaccins

Le Royaume-Uni a indiqué vendredi qu'il ne participerait pas au programme de l'Union européenne, qu'il a quittée fin janvier, en vue de s'approvisionner en vaccins potentiellement efficaces contre le nouveau coronavirus.

La Commission européenne "a confirmé qu'il n'est pas possible pour le Royaume-Uni de poursuivre en parallèle des négociations avec des fournisseurs potentiels de vaccins", souligne l'ambassadeur



britannique auprès de l'UE, Tim Barrow, dans une lettre adressée à l'exécutif européen. Outre de devoir abandonner ses propres efforts pour s'approvisionner en vaccins, Londres n'aurait pas non plus eu son mot à dire sur les conditions d'acquisition des vaccins, notamment "le prix, le volume et le calendrier de livraison", a-t-il ajouté.

Le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, avait également souligné sur Times Radio, vendredi, que le Royaume-Uni est "en avance" sur l'UE en termes de négociations avec des producteurs de vaccins.

Le pays soutient à coups de millions de livres sterling les efforts des chercheurs britanniques dans la

quête mondiale d'un vaccin, notamment ceux de l'Imperial College de Londres et de l'université d'Oxford - en association avec le groupe pharmaceutique britannique AstraZeneca.

En juin, l'UE avait publié sa "stratégie vaccins" afin d'aider au développement des futurs vaccins contre la maladie Covid-19 et les réserver à l'avance auprès des producteurs.

Le Royaume-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe avec 44.650 morts selon un bilan publié vendredi, a quitté l'UE fin janvier, mais continue d'appliquer les règles européennes durant une période de transition courant jusqu'au 31 décembre 2020.

R.N

ORIGINES DU CORONAVIRUS EN CHINE Washington salue l'enquête de l'OMS

Les Etats-Unis se sont félicités vendredi de l'enquête lancée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les origines du virus en Chine, où deux experts de l'organisation sont attendus dans les prochaines heures pour une mission exploratoire. "Nous nous félicitons de l'enquête de l'OMS sur les origines du nouveau coronavirus en Chine", a déclaré l'ambassadeur américain auprès des Nations unies à Genève, Andrew Bremberg, à des journalistes. "Nous considérons cette enquête scientifique comme une étape nécessaire pour avoir une compréhension complète et transparente de la manière dont ce virus s'est répandu dans le monde", a-t-il ajouté, dans une déclaration inhabituellement positive concernant l'OMS. Les Etats-Unis, qui ont lancé officiellement mardi la procédure de retrait de l'OMS, vident l'organisation depuis le début de la crise, l'accusant d'avoir tardé à réagir et surtout d'avoir été trop complaisante avec la Chine, où est apparu le virus fin 2019. Donald Trump avait annoncé fin mai "mettre fin à la relation" entre son pays et l'OMS, qualifiée de "marionnette de la Chine". Les deux experts de l'OMS - un épidémiologiste et un spécialiste de la santé animale - sont attendus ce week-end à Pékin. Ils doivent préparer le terrain à une mission plus large qui devra déterminer l'origine du coronavirus responsable de plus de 555.000 morts depuis fin décembre. L'ambassadeur américain a dit espérer que les autorités chinoises offriraient aux scientifiques "un accès complet aux données, aux échantillons et aux localités". Une porte-parole de l'OMS, Margaret Harris, a expliqué vendredi à la presse que "l'une des plus grandes questions est de savoir si le virus a été transmis à l'homme par un animal, et de quel animal il s'agit". La grande majorité des chercheurs s'accorde à dire que le nouveau coronavirus SARS-CoV-2 -- à l'origine de la pandémie -- est sans doute né chez la chauve-souris, mais les scientifiques pensent qu'il est passé par une autre espèce avant de se transmettre à l'homme. C'est cette pièce du puzzle que la communauté scientifique internationale et l'OMS espèrent découvrir afin de mieux comprendre ce qui s'est passé, pour mieux cibler les pratiques à risques et éviter une nouvelle pandémie.

R.N

OMS

"Encore possible de ramener la situation sous contrôle"

L'Organisation mondiale de la santé a assuré vendredi qu'il était encore possible de ramener l'épidémie de Covid-19 sous contrôle, même si le nombre de cas a "plus que doublé ces six dernières semaines". "Il existe de nombreux exemples dans le monde entier qui ont montré que même si l'épidémie est très intense, elle peut encore être ramenée sous contrôle", a déclaré aux médias le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en citant les cas de l'Espagne, de l'Italie et de la Corée du Sud. "Seule une action agressive combinée à une unité nationale et une solidarité mondiale peuvent renverser la trajectoire de la pandémie", a-t-il averti. Le chef de l'OMS a de nouveau insisté sur l'importance de dépister, de tracer les cas et d'isoler les malades "pour briser les chaînes de transmission". La pandémie du nouveau coronavirus a fait plus de 555.000 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles. Plus de 12 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués, dont au moins 6,5 millions sont aujourd'hui considérés comme guéris. Mais alors que le confinement se poursuit dans de nombreux pays, les craintes d'une nouvelle vague s'amplifient. En cas de réapparition de cas, il faut "agir vite", a insisté Maria Van Kerkhove, une responsable de l'OMS en charge du dossier Covid-19. Michael Ryan, un autre responsable de l'OMS, a également appelé les autorités "à venir à bout rapidement des foyers d'infection" afin d'éviter le confinement de pays entiers.

R.N

ISSU DU SANG DE PATIENTS GUÉRIS

Un nouvel anticorps cible une partie inattendue du virus

Notre corps produit ses propres médicaments : les anticorps. Produits par certaines de nos cellules immunitaires à la suite d'une infection, ils se tiennent prêts à agir vite en cas de nouvelle intrusion du même virus ou bactérie. En analysant le sang de convalescents du Covid-19, des chercheurs chinois ont isolé un anticorps fortement neutralisant. Appelé 4A8, il se lie à une partie inattendue du virus et fait l'objet d'une publication dans Science.

Des anticorps extraits du sang des personnes guéries

C'est le principe des vaccins. En nous injectant une version inoffensive d'un micro-organisme, notre corps obtient une victoire facile et lance la production de

son armée d'anticorps. Ces derniers se fixent de façon hautement spécifique sur des molécules caractéristiques de l'envahisseur, qu'on appelle "épitopes". Dans le cas du virus SARS-CoV-2 responsable du Covid-19, l'épitope le plus commun chez les anticorps isolés du sang des personnes guéries est la zone précise du virus entrant en contact avec la cellule à infecter. Ce fragment du virus, situé sur la protéine virale S ou Spike, est responsable de l'interaction avec le récepteur ACE2. Présente à la surface de nos cellules, cette protéine ACE2 permet ainsi l'infection.

Un nouvel anticorps neutralisant

En Chine, une équipe a cependant découvert un anticorps efficace et ciblant

un autre épitope. En analysant le sang de dix convalescents du Covid-19, ils ont isolé l'anticorps 4A8, qui reconnaît l'extrémité opposée de la protéine Spike, par rapport à celle qui entre en contact avec ACE2. Pourtant, les tests en laboratoire montrent que cet anticorps "présente un fort pouvoir de neutralisation" du SARS-CoV-2. Comment cet anticorps peut-il empêcher l'infection sans bloquer le site de contact entre le virus et la cellule ? Il faut savoir que la fonction d'une protéine est intimement liée à sa conformation dans l'espace, et que cette dernière peut évoluer. Dans le cas de la protéine virale Spike, il se trouve qu'elle doit d'abord changer de conformation selon des étapes précises avant de pou-

voir entrer en contact avec ACE2. D'après leurs analyses de structures de ces protéines, les chercheurs supposent donc que l'anticorps 4A8 pourrait, empêcher ces modifications en s'attachant à l'autre bout de la protéine virale Spike, et empêcher ainsi l'interaction.

Un cocktail d'anticorps

Les chercheurs ont breveté l'anticorps 4A8 et espèrent pouvoir les ajouter aux anticorps anti-Covid-19 connus afin d'augmenter l'efficacité du traitement. Ce "cocktail" d'anticorps permettrait en effet de multiplier les zones d'action et d'éviter que le virus en rattrape par une mutation opportune.

Source : Science et avenir

TRANSPORT AÉRIEN

Emirates pourrait supprimer jusqu'à 9.000 emplois

La compagnie Emirates a réduit de 10% ses effectifs en raison de la pandémie, mais les suppressions d'emplois pourraient atteindre 15%, soit 9.000 postes, a indiqué son PDG dans une déclaration publiée samedi.



La plus grande compagnie du Moyen-Orient, qui exploite une flotte de 270 gros-porteurs, a interrompu ses activités fin mars en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus. Elle a repris deux semaines plus tard une activité réduite et prévoit de desservir 58 villes d'ici la mi-août, contre 157 avant la crise sanitaire. Son PDG, Tim Clark, avait précédemment estimé

qu'il faudrait jusqu'à quatre ans pour que les opérations reviennent à un "certain degré de normalité". Jusqu'ici, Emirates n'a pas communiqué de chiffres sur les suppressions d'emplois dont les dernières ont eu lieu la semaine dernière.

Avant la crise, la compagnie employait quelque 60.000 personnes, parmi lesquelles 4.300 pilotes et près de 22.000 membres d'équipage de cabine,

selon son rapport annuel.

Dans une interview à la BBC diffusée samedi, M. Clark a indiqué que sa compagnie avait déjà réduit de 10% son personnel. "Nous devons probablement en licencier un peu plus, probablement jusqu'à 15%", a-t-il ajouté.

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a indiqué que les pertes combinées des compagnies aé-

riennes pourraient atteindre plus de 84 milliards de dollars cette année, la plus importante de l'histoire du secteur.

M. Clark a déclaré dans l'interview que sa compagnie n'était "pas aussi mal en point que les autres" et que la crise avait frappé Emirates au moment où elle "se dirigeait vers l'une des meilleures années de notre histoire".

R.E

CORÉE DU SUD (PRODUITS CULTURE ET DIVERTISSEMENT)

Les exportations dépassent le cap de 10 milliards dollars

Les exportations des produits culturels et de divertissement sud-coréens ont franchi le cap de 10 milliards de dollars pour la première fois en 2019, grâce à l'essor des jeux vidéo et du secteur de la propriété intellectuelle, révèle un rapport publié par le gouvernement. Les exportations combinées d'environ 2.500 entreprises dans 11 secteurs liés à la culture et au divertissement ont atteint l'année dernière 10,4 milliards de dollars, soit une hausse de 8,1% par rapport à l'année 2018, selon les statistiques annuelles sur l'industrie des contenus publiées conjointement par le ministère de la Culture, du Sport et du Tourisme, et l'Agence coréenne des contenus créatifs.

Les secteurs étudiés comprennent les cinémas, émissions, publication, musiques, jeux-vidéos, bandes dessinées, dessins animés, publicité, personnages, information et savoir, ainsi que les solutions de contenu.

Par volume, le secteur de jeux vidéo était le plus grand exportateur

avec 6,98 milliards de dollars, une hausse de 8,9% en glissement annuel, suivi de la propriété intellectuelle concernant des personnages qui a connu une progression de 10,7% pour s'établir à 824,9 millions de dollars.

Les produits musicaux exportés ont atteint 640 millions de dollars, une hausse de 13,4%, grâce à la demande accrue en Amérique du Nord et dans le reste du monde pour la musique de K-pop. Les exportations des produits d'information et de savoir ont grimpé de 4,2% à 660,4 millions de dollars.

Les exportations dans les secteurs de la publication, du cinéma et de la publicité ont cependant connu respectivement une baisse de 13,8%, 9% et 7,5%.

Le rapport note aussi que les ventes combinées de l'ensemble de l'industrie culturelle ont augmenté de 4,9% sur un an à 125.400 milliards de wons, un chiffre supérieur à la moyenne de l'industrie de 3,8% au cours de cinq dernières années.

R.E

BURKINA FASO

Un recul attendu de la croissance de 3,2 points pour 2020

Le ministre burkinabè de l'Économie et des Finances, Lassané Kaboré a annoncé vendredi que les effets de l'épidémie de nouveau coronavirus sur l'activité économique au Burkina Faso vont entraîner un recul de la croissance économique de 3,2 points de pourcentage en 2020, laquelle devrait se situer à 2,8% contre les 6% espérés.

Il a rappelé que l'économie mondiale devrait connaître cette année une récession de 4,9% soit la plus grande depuis des décennies et qui va entraîner une diminution du revenu par habitant dans les pays en développement, selon le Fonds monétaire international (FMI).

Pour M. Kaboré, les effets socioéconomiques sur les populations sont énormes et différenciés. "En plus du lourd bilan humain, le caractère informel de l'économie et le manque de filets de protection sociale risquent de

faire basculer plusieurs personnes dans la pauvreté", s'est-il inquiété.

Selon le Fonds des nations unies pour la population (FNUAP), environ 60% des femmes qui travaillent dans le secteur informel risquent de sombrer dans la pauvreté en 2020.

En outre, la pandémie dans le monde a éprouvé les systèmes de santé des pays et fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement de la planète, affectant la disponibilité des produits de santé de la reproduction, a dit le ministre en rappelant que cette situation aggravait l'accès des femmes et des filles aux services de santé sexuelle et reproductive et pouvait entraîner une augmentation des décès maternels et infantiles, des grossesses non désirées et des fistules obstétricales.

Ainsi, "si le blocage se poursuivait pendant six mois avec l'ébranlement des ser-

NIGERIA

Budget record pour l'année 2020

Le président nigérian Muhammadu Buhari a donné son accord final pour un budget 2020 record de 10.810 milliards de nairas (28,38 milliards de dollars), malgré les risques de récession en raison de la chute des cours du pétrole. Le budget annuel pour l'année 2020 n'a finalement pas été sabré comme le gouvernement l'avait annoncé au début de la crise du coronavirus, craignant une chute de ses revenus pétroliers. Il est même supérieur au budget initialement établi en décembre.

"Je viens juste de promulguer un budget de dépenses de 10.810 milliards de nairas, ce qui représente une augmentation de 216 milliards de nairas (environ 557 millions de dollars, NDLR) par rapport à ce qui avait été proposé", a déclaré le chef de l'État lors d'une cérémonie à Abuja.

M. Buhari a expliqué que cette hausse était due notamment aux dépenses supplémentaires provoquées par la crise sanitaire.

Ce n'est pas la première fois que son administration adopte un budget ambitieux, mais elle peine généralement à trouver les fonds pour le financer.

Le Nigeria, premier producteur de pétrole et une des deux plus importantes économies du continent avec l'Afrique du Sud. Le ministre des Finances avait annoncé que son Produit intérieur brut pourrait cette fois se contracter de 8,9% en 2020.

Soumis au contrecoup de la baisse des cours du pétrole, dont l'exportation représente environ 90% des recettes en devises étrangères du pays, et près des deux tiers du budget national, il devra emprunter aux institutions financières internationales s'il veut tenir son budget.

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment approuvé un plan de financement d'urgence pour soutenir la lutte contre la pandémie à hauteur de 3,4 milliards de dollars.

R.E

MILA

Plus de 2.300 logements sociaux à attribuer avant fin 2020

Les travaux de réalisation de plus de 2.300 logements publics locatifs (LPL) dans la wilaya de Mila seront fin prêts pour être attribués à leurs bénéficiaires "avant fin 2020", a-t-on appris mercredi du directeur local du logement (DL), Miloud Fadel.

Les chantiers de logements, implantés dans plusieurs communes de la wilaya, sont concernés par les travaux d'aménagement dont le taux d'avancement avoisine les 80%, a précisé à l'APS le même responsable.

Les commissions de dairas concernées par l'étude des dossiers des demandeurs de logements devront statuer sur les listes des bénéficiaires conformément à la réglementation en vigueur, a ajouté le même responsable.

Il a également fait part d'un lot de 1.300 aides à la construction rurale dont a bénéficié la wilaya au titre de l'exercice 2019, relevant qu'avec cette dotation la wilaya de Mila aura à son actif plus de 34.850 unités à caractère rural.

Parallèlement, une demande "croisante" pour ce type de logement est exprimée par les habitants de cette wilaya à vocation agricole, a fait savoir le même responsable.

S'agissant du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL2) de Mila, M. Fadel a indiqué que la wilaya a bénéficié de trois quotas totalisant 6.627 unités, dont 1.800 unités ont été attribuées dans les communes de Chel-



ghoum Laid, Tadjanet, Ferdjoua et Têlégma. Les travaux de réalisation de 1.900 unités de même type sont en cours, a-t-on noté, affirmant que le reste des logements, répartis à travers

plusieurs communes de la wilaya seront lancés en construction après la finalisation des procédures d'usage.

Le directeur de wilaya du logement a indiqué que le taux d'occupation par

logement (TOL) à Mila a atteint 4,55 personnes et que le parc de logements dans cette wilaya totalise près de 203.000 unités contre environ 123.251 logements en 2005.

BARAKI (ALGER)

7 milliards de centimes alloués à des projets de développement

Les services de la circonscription administrative de Baraki ont alloué plus de 7 milliards de centimes à la concrétisation du programme de développement et de prise en charge des zones d'ombre, a indiqué mercredi un communiqué de la wilaya d'Alger.

Le wali délégué de la circonscription administrative de Baraki a donné mardi le coup d'envoi de plusieurs projets de développement local au niveau de certains quartiers et haouchs classés parmi les zones d'ombre dans trois communes de la circonscription (Baraki, Les Eucalyptus et Sidi Moussa), avec la consécration d'un budget de plus de 7 milliards de centimes, lit-on dans le communiqué de la wilaya d'Alger publié sur sa page Facebook. La commune de Baraki a consacré un montant de plus de 2,6 milliards de centimes à l'aménagement de la route et à l'éclairage public dans la cité "Cherchra", tandis que plus de 4 milliards de centimes ont été consacrés à l'aménagement des routes au niveau de la commune des Eucalyptus (haouchs de Sidi Belaid et Miller), a précisé la même source. Dans le même cadre, trois haouchs de la commune de Sidi Moussa ont bénéficié de projets d'aménagement de routes, avec un montant de plus de 1,1 milliard de centimes. Il s'agit des haouchs de Mehdi Laid, Chaouch Lakhdar 1 et Hamidi Boualem, a conclu le communiqué.

TÉBESSA

Mise en exploitation de plusieurs installations électriques

De nouvelles installations de la Concession de distribution d'électricité et de gaz de Tébessa relevant du Groupe Sonelgaz ont été récemment mises en service dans plusieurs communes de la wilaya pour améliorer le service public et augmenter l'approvisionnement en énergie électrique des ménages, a-t-on appris mercredi auprès de cette entreprise.

"Des installations électriques, des transformateurs notamment, ont été réceptionnées et mises en service en prévision de la saison es-

tivale 2020", a précisé la même source à l'APS, relevant que ce projet œuvre à mettre fin aux coupures d'électricité récurrentes enregistrées en été où la consommation d'électricité augmente.

Il a été procédé, par ailleurs, à la mise en service d'un nouveau centre de distribution d'électricité au niveau du nouveau pôle urbain "Douken", au chef lieu de wilaya, a indiqué la même source, et au placement d'autres équipements électriques dans plusieurs quartiers afin de réduire

la pression sur le réseau de distribution principal.

Aussi, un transformateur électrique d'une capacité de 30 KV à haute pression est-il entré en service à Negrine, au Sud de Tébessa, avec l'objectif d'améliorer le service dans les zones de Negrine et Marmoutia, a ajouté la même source.

Dans le cadre de la même démarche, une nouvelle ligne électrique a été réalisée et mise en service entre les communes de Tébessa et El-Mridj, avec une capacité de 30 KV, pour améliorer l'approvisionnement en électricité

des habitants des communes frontalières El-Mridj et Ain Zarga.

En outre, la concession de distribution d'électricité et de gaz de Tébessa prévoit la mise en service "avant la fin de l'année en cours" d'une nouvelle batterie électrique d'une capacité de 30 KV dans la commune de Ma Labiod, en attendant la levée du gel sur des projets du secteur de l'énergie dans les communes frontalières et les zones d'ombre, visant l'amélioration des conditions de vie de la population.

KHENCHELA (LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT ET DE RÉCOLTES)

Installation d'une colonne mobile

Une colonne mobile de la Protection civile a été installée mercredi au siège de l'unité principale de la commune de N'sigha dans la wilaya de Khenchela dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêt et de récoltes 2020.

Le wali de Khenchela, Ali Bouzidi, et le directeur local de la Protection civile, Abdelmalek Boubertakh, ont présidé la cérémonie de mise en service de la colonne mobile devant œuvrer à la protection du patrimoine forestier et la récolte agricole de la wilaya de Khenchela durant la période s'étendant

du 8 juillet au 31 octobre prochain.

Le chargé de communication des services de la Protection civile, le lieutenant Adel Messadia, a indiqué que la colonne mobile est constituée de six (6) camions légers anti-incendie, deux (2) camions citernes, un bus de transport, un véhicule de télécommunication en plus d'une centaine d'extincteurs dorsaux.

Afin d'intervenir rapidement et efficacement, et parer à tout risque de feu dans la wilaya de Khenchela, plus de 700 éléments tous grades confondus, répartis sur 18 groupes, ont été mobilisés pour cette colonne installée en coordi-

nation avec la Conservation des forêts.

La même source a, dans ce contexte, rappelé que la Protection civile et la Conservation des forêts de la wilaya de Khenchela devront collaborer pour protéger plus de 146 hectares répartis sur plusieurs massifs forestiers, tels que Beni Meloul, Ouled Yaâkoub, Beni Oudjana.

Il est à noter qu'en marge de l'installation de la colonne mobile, plus de 50 éléments de la Protection civile ont été promus à des grades supérieurs, à l'occasion du 58e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse.

EXCLUSION DES COUPES D'EUROPE

Le sort de Manchester City fixé demain

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) annoncera demain si le club anglais de Manchester City est ou non exclu pour deux ans des Coupes d'Europe, a annoncé vendredi l'institution basée à Lausanne (Suisse).

Le TAS fera connaître sa décision via un communiqué publié sur son site internet le 13 juillet à 10h30, a-t-il précisé.

Les Anglais contestent leur exclusion des Coupes d'Europe par l'UEFA pour non-respect du fair-play financier, une règle mise en oeuvre depuis 2011 par la Confédération européenne de football pour limiter les déficits des clubs.

L'UEFA a infligé une amende de 30 millions d'euros à City, qu'elle accuse d'avoir surévalué ses revenus publicitaires portant sur la période 2012-2016.

Les pertes financières encourues par une absence de la scène européenne dépasseraient largement les 100 M EUR par an et ne seraient pas sans conséquences sur le train de vie du club anglais, d'autant que la Ligue des champions fait office de vitrine pour les propriétaires émiratis de City.

Mais la sanction, si elle était confirmée, n'empêcherait pas



les "Cityzens" de poursuivre leur parcours en Ligue des champions pour la saison 2019-2020, avec un huitième de finale retour programmé le 7 août à domicile et à huis clos contre le Real Madrid

(victoire 2-1 à l'aller).

Si le TAS statue en sa faveur, l'actuel deuxième de Premier League pourrait alors disputer la Ligue des champions la saison prochaine.

Autre grand d'Europe, l'AC

Milan a été écarté pour la saison 2019-2020 des compétitions européennes après avoir enfreint les règles du fair-play financier, une décision confirmée en juin 2019 par le TAS.

RUGBY / ANGLETERRE

Le championnat reprendra le 14 août

Le championnat d'Angleterre de rugby à XV (Premiership) reprendra le 14 août, après 159 jours d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, ont annoncé vendredi les responsables de la compétition.

Ce calendrier serré, qui débutera par un match entre les Harlequins (7es) et Sale (2e) et se terminera par la finale le 24 octobre, obligera les clubs à jouer en milieu de semaine, avec quatre jours minimum d'écart entre les rencontres.

"La réaction a été très positive. Chaque club a totalement soutenu ce calendrier", a déclaré Darren Childs, directeur général de la Premiership.

Le directeur du rugby de la Premiership, Phil Winstanley, a lui indiqué que des discussions étaient en cours avec la fédération et le syndicat des joueurs au sujet de la santé des joueurs, qui pourrait être mise à mal en raison de l'enchaînement des rencontres.

"Peut-être faudra-t-il limiter le nombre de minutes de jeu pour chaque joueur ou étendre le temps de récupération entre les matchs, mais en tout cas nous devons aboutir à une solution", a-t-il dit.

La semaine dernière, la Premiership avait donné l'autorisation aux clubs de reprendre l'entraînement avec contact physique entre les joueurs.

Après la première session de tests, six joueurs et quatre membres de l'encadrement ont été déclarés positifs au COVID-19, sur 804 échantillons.

TENNIS/ WIMBLEDON

Les joueurs recevront un prize-money pour l'édition 2020 annulée

Un prize-money pour l'édition 2020 de Wimbledon, annulée pour cause de pandémie de coronavirus, sera néanmoins distribué aux joueurs en fonction de leur classement, ont annoncé vendredi les organisateurs.

Fort de son assurance pour l'annulation (10 millions de livres, soit plus de 11 millions d'euros), le All England Lawn Tennis Club (AELTC) "est heureux d'annoncer être en mesure de verser un prize-money aux 620 joueurs auxquels le classement aurait permis de jouer les qualifications ou d'entrer directement dans le tableau principal" de Wimbledon cette année, selon un communiqué. Pour les simples messieurs et dames, les 256 joueurs qui seraient entrés directement dans le tableau principal recevront chacun 25.000 livres (27.940 euros), tandis que les 224 qui auraient participé aux qualifications toucheront 12.500 livres chacun (13.970 euros).

A titre de comparaison, en 2019, un perdant au premier tour avait touché 45.000 livres (50.000 euros). Pour le tournoi de double, la prime sera de 6.250 livres (6.984 euros) pour chacun des 120 engagés. Enfin, elle sera de 6.000 livres (6.705 euros) pour chacun des 16 joueurs du tournoi de tennis fauteuil et de 5.000 livres (5.588 euros) pour chacun des quatre joueurs de quad.

Ces primes ne sont pas cumulables pour les joueurs qui se seraient alignés en simple et en double, a précisé l'AELTC. Les officiels et les arbitres internationaux seront également rémunérés. Le tennis professionnel a été mis à l'arrêt complet en mars à cause de la pandémie de coronavirus, provoquant de nombreuses annulations de tournois et un immense manque à gagner pour les joueurs, entraîneurs, arbitres et organisateurs. Wimbledon a rapidement décidé d'annuler son édition 2020, tandis que Roland-Garros s'est reprogrammé à l'automne (27 septembre-11 octobre) et que l'US Open tente de se maintenir comme prévu (31 août-13 septembre).

Par ailleurs, Wimbledon a annoncé vendredi que les têtes de série du tournoi masculin de l'an prochain seraient déterminées directement en fonction du classement ATP, alors que depuis 2012, il était tenu compte des résultats des tournois sur gazon précédant le tournoi.

ALLEMAGNE

La saison 2020/2021 de Bundesliga débutera le 18 septembre

La saison 2020/2021 de Bundesliga débutera le 18 septembre, dans un calendrier condensé à cause des conséquences de la pandémie de coronavirus, avec notamment une réduction de la traditionnelle trêve hivernale à 15 jours, a annoncé la Ligue allemande de football vendredi. Le championnat allemand, qui devait à l'origine reprendre le 21 août, a dû être décalé en raison de la fin tardive des compétitions de la saison 2019/2020, dont la Ligue des champions qui doit s'achever sur un "Final 8" inédit à Lisbonne du 12 au 23 août. La saison débutera donc quatre semaines plus tard que prévu pour se terminer le 22 mai 2021, trois semaines avant le début de l'Euro-2021. La trêve hivernale, qui a duré cette saison quatre semaines entre mi-décembre et mi-janvier, sera quant à elle réduite à deux semaines entre le week-end des 19 et 20 décembre et celui des 2 et 3 janvier 2021. La finale de la Coupe d'Allemagne est elle avancée au 13 mai 2021, alors que ce match marque traditionnellement la fin de la saison de football en Allemagne. De plus, les fans de football allemands pourront voir des matchs quasiment jusqu'à Noël, puisque le second tour de la Coupe d'Allemagne est lui prévu pour les 22 et 23 décembre.

ANGLETERRE

La pépite de Chelsea, Billy Gilmour, absent plusieurs mois

Le jeune et prometteur milieu de terrain de Chelsea, Billy Gilmour (19 ans), a subi une opération chirurgicale à un genou et pourrait être absent quatre mois, a indiqué l'entraîneur Franck Lampard vendredi.

"Billy Gilmour a été opéré d'un genou ce matin et il sera indisponible pour une durée estimée entre trois et quatre mois, malheureusement", a expliqué Lampard lors d'une conférence de presse à la veille du match contre Sheffield

Wednesday, samedi, pour la 35e journée de Premier League. Gilmour avait été remplacé en toute fin de match contre Crystal Palace (3-2) mardi. Le milieu récupérateur écossais a participé à 6 matchs de championnat (2 titularisations) et 5 matchs de coupe (4 titularisations) dans un secteur particulièrement concurrentiel à Chelsea, puisqu'il compte notamment N'Golo Kanté, Matteo Kovacic et Jorginho. "Son caractère, pour moi, est fantastique, surtout à cet

âge, d'arriver à s'intégrer dans le groupe pro et de se faire une place dans l'équipe", a souligné Lampard qui, avec Mason Mount, Tammy Abraham, Fikayo Tomori ou Reece James, a beaucoup misé sur les jeunes depuis qu'il a pris en main l'équipe l'été dernier.

En l'absence de Kanté, toujours en délicatesse avec ses adducteurs, c'est Jorginho qui devrait débiter dans l'entre-jeu pour la première fois depuis la reprise du championnat mi-juin.

CONFÉDÉRATION SUD-AMÉRICAINE DE FOOTBALL

La Libertadores reprendra en septembre

La confédération sud-américaine de football (Conmebol) a annoncé vendredi que la Copa Libertadores, équivalent sud-américain de la Ligue des champions européenne, reprendra le 15 septembre après avoir été interrompue en mars en raison de l'épidémie de coronavirus. La Copa Sudamericana (équivalent de la Ligue Europa) se disputera de nouveau à partir du 27 octobre, a ajouté l'instance dans un communiqué. "Le souhait d'un retour du football se concrétisera avec l'application stricte et responsable des

dispositions sanitaires de la part de tous les acteurs du football", a précisé la Conmebol. Les deux compétitions se poursuivront selon leur format traditionnel, avec les matches initialement prévus au programme. La Conmebol a été contrainte de reporter à 2021 la Copa America, qui devait commencer en juin. Deux matches de qualification pour la Coupe du monde 2022 au Qatar ont également dû être annulés en mars. Deux autres doivent avoir lieu fin septembre.

MONDIAL-2022

Les qualifications en Amérique du Sud débuteront en octobre

Les matches de qualifications de la zone Conmebol (Amérique du Sud) pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, initialement prévus en septembre, ne débuteront qu'en octobre à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, a annoncé vendredi la Fifa dans un communiqué. "Après une consultation avec les fédérations sud-américaines, la Fifa et le CONMEBOL (Confédération sud-américaine de football) se sont mis d'accord pour décaler

les éliminatoires de la zone Amérique du Sud (...) à octobre 2020", explique la Fifa.

Les deux premières journées des éliminatoires de la zone Amsud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) n'avaient pu commencer fin mars en raison de la propagation du virus. La Conmebol avait dans un premier temps demandé à la Fifa le report de ces matches en septembre.

Dix équipes sont engagées dans ce processus de qualification à poule unique, les quatre premières se qualifiant directement pour la Coupe du monde, la cinquième devant ensuite disputer un barrage face à un représentant de la zone Océanie. En mars, la Conmebol avait annoncé le report de la Copa America, initialement prévue du 12 juin au 12 juillet 2020 en Argentine et en Colombie, au 11 juin au 11 juillet 2021.

IMPACT DU COVID-19

La presse sportive algérienne touchée de plein fouet

Réduction du nombre de pages et du tirage, effectif diminué, grille de programmes TV chamboulée : la presse sportive algérienne, écrite et audio-visuelle, n'a pas été épargnée par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), se trouvant souvent devant un véritable casse-tête pour offrir aux fidèles un produit consistant et de qualité.

Avec la suspension des différentes compétitions sportives, décidée par les pouvoirs publics depuis le 16 mars, les journalistes sportifs algériens se sont retrouvés dans une situation embarrassante avec la hantise de lendemains incertains en raison de circonstances inhabituelles.

Le contexte exceptionnel dans lequel se retrouvent les médias sportifs n'est pas propre à l'Algérie. En Europe, certains journaux et chaînes de télévision sportives ont trouvé au début les pires difficultés pour s'adapter en l'absence d'événements, avant que certains pays tels que l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre ou encore l'Italie, ne décident de relancer leur championnat, permettant à leurs médias, tous supports confondus, de retrouver un tant soit peu leur rythme d'avant.

En Algérie, rien n'a encore été décidé, même si le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé jeudi ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques. De quoi prolonger l'inquiétude de gens des médias.

"La suspension du championnat a provoqué un manque flagrant de matière, il y a eu des conséquences majeures sur l'ensemble de la presse sportive.

C'est une véritable paralysie qui a provoqué notamment la réduction, de moitié, de la publicité et du nombre de pages. C'est une crise à laquelle on doit faire face actuellement", a déclaré à l'APS Djamel Touafek, directeur de la rédaction du quotidien Info Sport. En dépit de "cette crise que personne n'attendait", Touafek a tenu à préciser que le journal continue toujours d'assurer les salaires de son personnel, tout en appelant les pouvoirs publics à venir en aide à la presse en général.

"Du moment que l'Etat a décidé d'aider financièrement plusieurs métiers en cette pandémie, il doit également soutenir la presse nationale, dont la plupart souffre le martyre. L'impact économique est important, les ventes ont diminué, c'est l'effet domino où tout le monde a été touché de plein fouet".

Impact "énorme" et crise "palpable"

Ali Hamouche, rédacteur en chef du quotidien Le Buteur, a relevé l'obligation de s'adapter à cette "situation exceptionnelle", soulignant qu'une série de mesures ont été prises.

"Nous avons réduit le nombre de pages et le tirage d'exemplaires. Le contexte actuel



nous a contraints à couvrir l'actualité des principaux clubs uniquement. Les correspondants qui suivaient les formations des divisions inférieures ont été priés de cesser provisoirement leur collaboration, c'est un cas de force majeure, tandis que les journalistes permanents ont été invités à apurer leurs congés, en l'absence de matière et d'activités", a-t-il expliqué.

Tout en évoquant "un impact économique énorme et une crise palpable", Ali Hamouche a estimé que la situation a engendré un manque de lectorat : "Les gens ne lisent pratiquement plus, ils sont plutôt branchés sur l'actualité liée au Covid-19 et les mesures entreprises par l'Etat pour faire face à la pandémie, notamment sur le plan économique. Le football est en quelque sorte relégué au second plan".

Avant de poursuivre : "La reprise des différents grands championnats européens, où évoluent certains de nos internationaux, nous a permis de retrouver un semblant de rythme de travail et donc une matière pour meubler cette période creuse".

Le premier responsable de la rédaction du Buteur a estimé qu'un "retour à la normale est tributaire de la reprise de la compétition, attendue avec impatience, en cette période estivale, marquée d'habitude par les transferts de joueurs, des entraîneurs et les stages de préparation".

A l'instar de son confrère Djamel Touafek, Ali Hamouche n'a pas omis de lancer "un appel aux autorités, notamment le ministère

de la Communication, premier responsable du secteur, pour aider la presse algérienne en cette période de crise qui a secoué l'ensemble des journaux sans exception".

La chaîne de télévision El-Heddaf TV, unique canal dédié au foot dans le champ médiatique algérien, n'a pas été épargnée par la pandémie de Covid-19. Pour Redouane Bouhanika, rédacteur en chef de cette chaîne et présentateur de l'émission "Belmekchout", "l'impact a été énorme".

"Meubler notre grille est devenu chose très difficile. La suspension du championnat national et l'absence d'activités nous a poussés à diffuser des programmes d'autres disciplines comme le tennis et l'athlétisme, alors que la chaîne est dédiée exclusivement au football", a-t-il expliqué.

Egalement responsable du quotidien El-Heddaf, Bouhanika a indiqué que le journal a été dans l'obligation de procéder à une réorganisation afin de s'adapter à cette situation "exceptionnelle".

"Le tirage a été sensiblement réduit. Nous sommes passés de 50.000 exemplaires à 6000. L'impact de la pandémie a été énorme pour nous. Nous avons aussi réduit automatiquement notre effectif, la plupart des journalistes ont été priés d'épurer leurs congés, mais je tiens à signaler qu'aucun élément n'a été licencié. Le journal El-Heddaf Eddouali (réservé exclusivement au foot international, ndr) a cessé de paraître, nous l'avons fusionné provisoirement avec le quotidien El-Heddaf, en attendant de jours meilleurs".

"Donner le meilleur et le plus important"

Pour Smaïl Mohamed Amokrane, journaliste au quotidien Compétition, la conjoncture difficile que traverse la presse sportive nationale implique la nécessité d'offrir au lecteur le contenu "le plus important", comme conséquence du passage d'une édition 24 pages à 16.

"Nous essayons de donner le meilleur et le plus important, déjà c'est la règle d'or en journalisme. Le souhait de tout le monde est un retour de l'activité sportive, comme cela a été le cas en Europe, et bientôt en Tunisie et au Maroc. Les journalistes sportifs sont étroitement liés aux conséquences de la crise sanitaire ayant touché clubs et joueurs".

Spécialisé dans l'actualité de l'équipe nationale et de ses joueurs, Smaïl Mohamed Amokrane a relevé la difficulté de recueillir des informations de certains "grands" clubs de l'élite en cette période d'arrêt du championnat.

"Pour moi qui traite souvent les informations relatives aux joueurs internationaux évoluant à l'étranger, il y a toujours quoi écrire. En revanche, concernant l'actualité des clubs locaux, mes collègues et confrères souffrent beaucoup, ce n'est pas évident aujourd'hui de recueillir des informations de la JS Kabylie ou du MC Alger par exemple, deux clubs à qui on réserve d'habitude deux pages chacun".

A l'instar des autres journaux, Compétition a été obligé de prendre des mesures pour amortir l'impact de la pandémie. "Nous étions obligés de passer de 24 à 16 pages, sans parler de la réduction du nombre de tirage.

L'ensemble des journaux ne pouvaient pas préserver la même cadence, l'impact économique a été énorme. Les gens ne lisent pas comme avant, d'autant qu'il s'agit d'une période difficile".

Avant de poursuivre : "Parmi les mesures prises par la direction de Compétition, celle de rompre provisoirement la relation de travail avec les collaborateurs, en plus d'un congé de 15 jours forcé (reliquat avec solde, ndr) pour les journalistes qui ont fait preuve de solidarité face à l'impact économique".

l'image de La Dépêche de Kabylie, qui ont dû mettre la clé sous le paillason.

Nous sommes de tout coeur avec ces journalistes qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage".

APS

HANDISPORT

La FAH va trancher cette semaine le sort de la saison

La Fédération algérienne handisport (FAH) se penchera cette semaine, lors d'une réunion de son bureau exécutif, sur le sort à réserver à la saison 2019-2020, suspendue depuis mars dernier en raison de la propagation du Covid-19, a-t-on appris vendredi du président de l'instance.

"Nous allons nous réunir en visioconférence, en début de semaine, pour examiner la situation actuelle. On ne peut plus attendre. On doit prendre une décision finale pour le bien de tout le monde. N'importe quelle décision que les membres vont prendre sera difficile", a indiqué à l'APS Mohamed Hachefa. Selon les échos qui émanent de la majorité des clubs constituant les différents champion-

nats et même au niveau des athlètes, une annonce de fin de saison prématurée (sans champion, ni relégation) est souhaitée. Excepté le championnat national de goal-ball terminé à temps, les autres tournois sont toujours en suspens, à l'instar de l'athlétisme, du handi-basket, du volley-assis, du judo et du powerlifting, en plus des compétitions de Coupe d'Algérie.

L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du Covid-19. Jeudi, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" leur reprise.

FAF-ANEF

Quatre conférences en ligne au programme en juillet

L'Association nationale des éducateurs de football (ANEF), en partenariat avec la Fédération algérienne de football (FAF), organise quatre conférences en ligne les 10, 11 et 12 juillet sur plusieurs thèmes, rapporte vendredi l'instance fédérale sur son site officiel. La première web-conférence sera animée par Serge Pautot, docteur en droit et avocat au barreau de Marseille (sud de la France), rédacteur en chef de Legisport (France), vendredi autour du thème "les contrats des managers de football", précise la FAF, qualifiant le conférencier de "pionnier dans le droit du sport".

Michel Pautot animera la seconde web-conférence au programme vendredi (19h00) sur "les contrats des entraîneurs en football".

"Il intervient dans les formations consacrées au droit et au management du sport dans des instituts, facultés et colloques".

L'ancienne sélectionneuse de l'équipe nationale de football (dames), Radia Fertoul, actuellement entraîneur du FC Constantine et instructrice Elite CAF, sera au rendez-vous samedi (19h00) pour animer une conférence en ligne sur le thème : "football féminin : constat et perspectives".

La série de web-conférences sera clôturée dimanche avec la contribution de Saïd Hadouche, professeur à l'Ecole fédérale Belge de football, ex-Directeur technique national (DTN) à la FAF et membre de l'ANEF, autour du thème "les datas numériques : nouvelles approches dans le football".

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE SOFIA 2020

"Sister" de Svetla Tsotsorkova gagne le Grand Prix

Des films de Belgique, Hongrie et Roumanie figurent parmi les gagnants de l'événement bulgare.

Après avoir été reporté indéfiniment quelques jours seulement avant son lancement en mars, le plus grand événement cinématographique de Bulgarie, le Festival international du film de Sofia, est revenu fin juin avec une édition estivale (voir l'actualité).

L'événement s'est terminé hier par un gala en plein air, où Sister (Bulgarie / Qatar), le deuxième long métrage de la réalisatrice bulgare Svetla Tsotsorkova, a reçu le premier prix du festival, le Grand Prix de Sofia pour le cinéma.

Le jury, dirigé par le réalisateur britannique Peter Webber et composé du producteur américain Jim Stark, de l'actrice bulgare Irmena Chichkova et du producteur mexicain Nicolás Celis, a remis le prix spécial du jury au Nocturnal [+] de Nathalie Biancheri



(Royaume-Uni).

L'édition estivale du festival a présenté un total de 111 films de 48 pays. Cinquante-cinq titres ont été projetés dans une salle intérieure et plusieurs salles en plein air en dix jours,

tandis que 88 films de la sélection ont été mis à disposition en ligne pour tout téléspectateur sur le sol bulgare.

Le festival sera de retour avec une édition d'automne, dont les dates seront annoncées

prochainement, et 80 nouveaux titres sont en préparation pour être ensuite projetés. D'autres éditions plus modestes seront organisées pour plusieurs villes de province, telles que Plovdiv, Varna et Burgas.

COVID-19

Plus de 2.700 artistes ont bénéficié d'une aide financière

Un total de 2.795 artistes ont bénéficié d'une aide financière dans le cadre de l'opération de soutien aux personnes impactées par la pandémie Covid-19, a indiqué l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (ONDA). "Ce sont quelque 2.795 artistes, dont l'activité a été suspendue du fait du coronavirus, recensés jusqu'au 8 juillet courant ont bénéficié d'allocations versées sur comptes bancaires", précise l'ONDA sur sa page Facebook. A noter que 5.517 artistes se sont inscrits par internet et 1.084 autres par voie directe ou par fax dans le cadre des aides annoncées, avril passé, par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Rappelant qu'il s'agit d'un recensement requérant une révision des dossiers à mettre en conformité avec les lois, l'Office rassure les inscrits que "les dossiers sont traités avec beaucoup d'intérêt et que la vérification de la conformité nécessite du temps et des efforts". Selon le bilan de 2019, l'ONDA compte environ 24.000 membres entre artistes et auteurs.

Guillaume Sire, lauréat du prix Orange du livre 2020

Présidé par Jean-Christophe Rufin, le jury du 12e prix Orange du livre a distingué, Guillaume Sire pour son quatrième roman, La longue



flamme rouge. Le romancier situe l'action de son roman dans les années 1970, au Cambodge, pays ravagé par la guerre civile. La forêt est le théâtre d'affrontements entre les Khmers rouges et les armées du général Lon Nol. Saravouth, 11 ans, et sa soeur Dara, 9 ans, vivent avec leurs parents à Phnom Penh, alors assiégée. Un jour, deux soldats armés et un homme en costume se présentent à leur domicile. Le jeune garçon se retrouve dès lors séparé des siens. L'année dernière, le prix Orange du livre avait récompensé Jean-Baptiste Maudet pour Matador Yankee, publié aux éditions Le passage.

FILM D'ANIMATION

une nouvelle bande-annonce de Blanche Neige, les souliers rouges et les 7 nains

Des princes transformés en nains viennent à l'aide d'une princesse dont la beauté est cachée dans ses souliers. Ici, le conte de fées s'amuse de notre obsession du paraître. Mais comme dans tous les contes, c'est l'amour qui sauvera tous les personnages. Tel est le synopsis de Blanche-Neige, les souliers rouges et les 7 nains, un film d'animation sud-coréen réalisé par Hong Sung-Ho qui nous offre une relecture moderne et malicieuse du conte des frères Grimm. La bande-annonce nous plonge dans un monde de magie et de merveilles, bourré de références à nos contes préférés. Les 7 Princes, transformés en nains façon Shrek, en sont d'ailleurs issus : il y a Merlin et Arthur, Jack (et le haricot magique), Hans (et Gretel), Pino, Noki et Ki (Pinochio). A noter que c'est la star montante Melha Bedia (Forte) qui a été choisie pour prêter sa voix à cette héroïne qui prône la beauté intérieure...Blanche Neige, les souliers rouges et les 7 nains, c'est à découvrir dès le 29 juillet au cinéma.

CANNES 2020

Trois titres soutenus par la Quinzaine des Réalisateurs

La section parallèle cannoise apporte son appui à la série We Are Who We Are de Luca Guadagnino, au documentaire Un pays qui se tient sage de David Dufresne et à Kajillionaire de Miranda July

Contraint par la crise sanitaire à renoncer à l'organisation de la Quinzaine des Réalisateurs en mai dernier, le délégué général de la section parallèle du Festival de Cannes Paolo Moretti avait choisi de ne pas dévoiler de liste de films labellisés contrairement à la Sélection Officielle et à la Semaine de la Critique, mais il avait laissé la porte ouverte aux œuvres qu'il avait déjà sélectionnées ou shortlistées : si elles le souhaitaient, elles pouvaient solliciter l'appui de la Quinzaine en vue de leurs sorties.

C'est désormais chose faite avec deux titres qui auraient dû faire leur première mondiale à la Quinzaine 2020 : la série We Are Who We Are de l'Italien Luca Guadagnino (qui sera diffusée sur HBO à partir de septembre et en Italie sur Sky en octobre) et

Kajillionaire de l'Américaine Miranda July (en salles aux États-Unis le 18 septembre et en France le 30 septembre 2020, distribué par Apollo Films). Est également soutenu le documentaire Un pays qui se tient sage du Français David Dufresne.

Journaliste et romancier engagé (Dernière sommation), David Dufresne compte déjà à son actif plusieurs documentaires d'enquête (For Money, Quand la France s'embrase, Prison Valley). Produit par Bertrand Faivre pour Le Bureau, Un pays qui se tient sage traite un sujet d'actualité explosif dans l'Hexagone comme le résume parfaitement son pitch : alors que s'accroissent la colère et le mécontentement devant les injustices sociales, de nombreuses manifestations citoyennes sont l'objet d'une répression de plus en plus violente. Un pays qui se tient sage invite des citoyens à approfondir, interroger et confronter leurs points de vue sur l'ordre social et la légitimité de l'usage de la violence par l'État.

Javicia Leslie sera la première actrice noire à incarner Batwoman

Javicia Leslie héritera du rôle de Batwoman dans la deuxième saison de la série du même nom diffusée par la chaîne américaine The CW. Ruby Rose avait incarné la super-héroïne sous les traits de Kate Kane dans la première saison. Javicia Leslie endossera le costume de la femme chauve-souris en prenant l'identité de Ryan Wilder dans la deuxième. Il s'agit d'un reboot complet du personnage. Le public a vu Javicia Leslie dans la série de CBS "God Friended Me", une comédie dramatique à laquelle le producteur de "Batwoman", Greg Berlanti, avait également participé. The CW affirme que le nouveau personnage sera totalement différent du premier. Décrite comme une ancienne transporteur de drogue indisciplinée et surentraînée, Ryan Wilder vit dans son van avec pour

seul compagnon, une plante verte. Lesbienne, athlétique, passionnée, elle sera une anti-héroïne qui explorera la nature même de l'héroïsme au-delà des apparences et des circonstances. Ruby Rose semble très satisfaite de ce choix. Elle a déclaré à ses followers sur Instagram : "Je suis ravie que le rôle de Batwoman revienne à une femme noire. Je souhaite féliciter Javicia Leslie d'avoir repris la cape [...] J'ai hâte de découvrir la saison 2. Tu seras géniale!". Si Leslie est la première femme noire à incarner Batwoman à la télévision, Kimberly Brooks avait prêté sa voix au personnage dans "Batman: Mystery of the Batwoman" (2003). Halle Berry a interprété, quant à elle, un autre personnage de la franchise, Catwoman, dans le film de 2004.



CORÉE DU NORD

Un autre sommet avec les Etats-Unis est "inutile"

La tenue d'un autre sommet avec les Etats-Unis est "inutile" pour la Corée du Nord tant qu'il n'y aura aucun changement dans la position de Washington, a estimé vendredi la sœur du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un.



Kim Yo-jong a fait ces remarques dans une déclaration relayée par l'Agence de presse officielle nord-coréenne (KCNA) alors que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a déclaré auparavant que les Etats-Unis étaient "très optimistes" quant à la poursuite du dialogue avec la Corée du Nord et la tenue d'un autre sommet entre les deux pays.

"C'est mon opinion personnelle mais aucun sommet entre les Etats-Unis et la Corée du

Nord n'aura lieu cette année", a-t-elle déclaré. "Tant qu'il n'y aura aucun changement décisif dans la position des Etats-Unis, un sommet entre la Corée du Nord et les USA est inutile cette année et dans

l'avenir, au moins pour nous", a-t-elle martelé.

Cela ne signifie toutefois pas que le Nord ne va pas se dénucléariser, a-t-elle tenu toutefois à préciser.

"Nous ne disons pas que

nous n'allons pas nous dénucléariser, mais nous ne pouvons pas nous dénucléariser maintenant", a-t-elle poursuivi en appelant les autres pays à prendre de "grandes mesures".

USA

Trump commue la peine de prison de son ami Roger Stone

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a commué la peine de prison de son ami Roger Stone, condamné en février à 40 mois de prison dans le cadre de l'enquête sur l'ingénierie russe pendant la campagne présidentielle américaine de 2016, a indiqué vendredi la Maison Blanche.

"Aujourd'hui, le président Donald J. Trump a ordonné une mesure de clémence exécutive pour commuer la peine injuste de Roger Stone", a annoncé la Maison Blanche dans un communiqué, ajoutant que cet ami de longue

date du président, une "victime du canular russe", était dorénavant "un homme libre".

La peine de prison de Roger Stone, qui avait été reconnu coupable en novembre de mensonges au Congrès et de subordination de témoin, devait commencer la semaine prochaine. Dès la condamnation de M. Stone, Donald Trump avait expliqué qu'il voulait gracier son ex-collaborateur de 67 ans, un conseiller politique sulfureux connu pour son style haut en couleur et son tatouage de Richard Nixon dans le dos.

ELECTIONS À SINGAPOUR | Le parti au pouvoir victorieux

Le parti au pouvoir depuis six décennies à Singapour a conservé sa majorité aux législatives organisées vendredi dans un climat particulier dû au Covid 19, concédant toutefois à l'opposition un score historique. Le Parti de l'action populaire (PAP), au pouvoir depuis l'indépendance en 1965, a remporté 83 des 93 sièges et 61,2% des votes.

Un résultat nettement inférieur à celui des dernières élections de 2015, où le PAP avait obtenu 70% des voix.

Pour sa part, le Parti des travailleurs, dans l'opposition, a remporté 10 sièges, quatre de plus par rapport à son meilleur score électoral. Le PAP "devra faire un examen de conscience important", a commenté un expert de l'Université de gestion de Singapour s'exprimant sur la chaîne locale CNA. "Ils doivent vraiment se pencher sur ce qui a contribué à cette performance" de l'opposition. Le Premier ministre Lee Hsien Loong a conservé son siège, mais avec un score en baisse.

SERGUEÏ LAVROV

La Russie assurera sa sécurité même sans le New START

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a affirmé vendredi que la Russie sera en mesure d'assurer sa propre sécurité même si le nouveau traité sur la réduction des armes stratégiques (New START) n'est pas prolongé. "Nous savons, et nous sommes fortement convaincus, que nous avons la garantie de pouvoir assurer notre sécurité sur le long terme même en l'absence de cet accord", a déclaré l'agence de presse TASS, citant M. Lavrov qui s'exprimait lors d'une réunion par visioconférence avec des experts et des journalistes. Toutefois, la priorité globale restera de poursuivre le dialogue avec les Etats-Unis sur les questions stratégiques, et les nouveaux mécanismes de contrôle des armes, dans un contexte où tous les facteurs affectent la stabilité stratégique, a-t-il ajouté. Moscou et Washington ont signé le nouveau traité START en 2010. Cet accord fixe les limites au nombre d'armes stratégiques diverses que peuvent posséder chacun des deux pays. Cet accord doit expirer en février 2021 et il peut être prolongé pour une durée de cinq années supplémentaires par accord mutuel.

BURKINA

Opposition et majorité contre le report des législatives

La majorité présidentielle et l'opposition du Burkina Faso se sont dits vendredi défavorables au report d'un an des législatives, recommandé par le Parlement en raison des attaques terroristes qui secouent le pays. Mercredi, le Parlement avait, après une mission d'élus nationaux dans les régions touchées par les attaques, remis un rapport au président de la République préconisant le report d'un an des législatives mais le maintien de la présidentielle, deux scrutins prévus le 22 novembre. "Nous sommes arrivés à la conclusion commune (...) qu'il était plus urgent, facile et approprié de nous en tenir aux conclusions du dialogue politique sur la même question: le maintien à une date unique, donc le couplage, des élections législatives et présidentielle et qu'elles se déroulent comme c'est prévu le 22 novembre 2020", a déclaré le chef de file de l'opposition, Zephirin Diabré. "Il est bon qu'on s'en tienne au timing qui a été adopté, qui est connu et sur la base duquel le corps électoral a été convoqué. Nous, partis de l'opposition et la majorité, nous travaillons sur la base de ce timing", a soutenu, au nom de la majorité Simon Compaoré, président du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir).

TURQUIE

Le parlement vote une loi controversée sur les avocats

Le parlement turc a voté dans la nuit de vendredi à samedi un projet de loi controversé visant à réformer la structure des barreaux, a rapporté l'agence officielle Anadolu. Le texte a été voté par le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan et par son allié nationaliste MHP. Il prévoit notamment la possibilité de créer plusieurs organisations d'avocats dans certaines provinces comme Istanbul et Ankara, au lieu d'un seul et unique barreau, et fixe à 2.000 le nombre minimal de membres requis pour constituer une de ces organisations. L'AKP défend ce texte en affirmant qu'il développera la concurrence dans le secteur du droit et "démocratisera" les puissantes associations d'avocats. Les opposants au président Erdogan et la plupart des avocats dénoncent pour leur part une tentative de diviser les barreaux, dont certains sont connus pour leurs critiques contre le pouvoir, dans le but de les affaiblir. Le Parti républicain du peuple (CHP), principale formation d'opposition, a annoncé un recours devant la Cour constitutionnelle.

CANADA

La Cour suprême valide une loi contre la discrimination génétique

La Cour suprême du Canada a validé vendredi la constitutionnalité d'une loi criminalisant le fait de contraindre quelqu'un à se soumettre à un test génétique ou à en révéler les résultats. Dans un jugement partagé à cinq juges contre quatre, la plus haute instance du pays a infirmé une décision de la Cour d'appel du Québec, laquelle estimait que les provinces, plutôt que le Parlement fédéral, avaient compétence pour édicter ces règles en matière de droit criminel. La Coalition canadienne pour l'équité génétique, qui regroupe 15 organismes, avait formé un pourvoi contre cette décision. Cette loi entrée en vigueur en 2017 interdit la discrimination en encadrant les tests génétiques. Elle interdit notamment d'exiger d'une personne

qu'elle subisse et divulgue les résultats d'un test génétique comme condition d'accès à des biens, des services ou à des contrats. Par exemple, les compagnies d'assurance ne peuvent obliger personne à subir un tel test pour obtenir une assurance-vie. De plus, recueillir, utiliser ou communiquer les résultats d'un test génétique de quelqu'un sans sa permission est passible d'une amende pouvant s'élever à un million de dollars (650.000 euros) et/ou de jusqu'à cinq ans de prison. Le Parlement avait adopté cette loi contre l'avis du gouvernement Trudeau, qui estimait que le texte excédait la compétence du Parlement et était "susceptible de rompre l'équilibre constitutionnel entre pouvoirs fédéraux et provinciaux".

ESCALADE AU MALI

Au moins un mort lors d'une manifestation contre le président Keïta

Bamako a connu vendredi sa journée la plus tendue après près d'un an. En effet, une nouvelle manifestation contre le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a dégénéré, avec un bilan d'au moins un mort et 20 blessés et des attaques d'édifices publics, dont l'Assemblée nationale.

Dans un communiqué publié dans la nuit de vendredi à samedi, le chef de l'Etat a annoncé l'ouverture d'une "enquête" pour établir "le bilan et les circonstances exactes des pertes humaines et matérielles". Il a avancé qu'il entendait "assurer la sécurité des biens, des citoyens et des institutions", et ce "sans faiblesse aucune", tout en affirmant sa "volonté de poursuivre le dialogue" et "d'apaiser la situation".

Il s'agissait vendredi de la troisième grande manifestation organisée en moins de deux mois par la coalition du Mouvement du 5 juin, formée de chefs religieux, d'hommes politiques et de la société civile, qui conteste le président Keïta, au pouvoir depuis 2013.

Ce mouvement de contestation, mené par l'imam Mahmoud Dicko, considéré comme très influent, fait craindre aux partenaires du Mali une aggravation de l'instabilité d'un pays déjà confronté depuis 2012 à des attaques jihadistes, auxquelles se mêlent depuis cinq ans des violences intercommunautaires. D'autant plus que depuis 2015, le Burkina Faso et le Niger voisins sont en proie aux mêmes phénomènes.

"Nous avons enregistré 20 blessés (et un mort à la morgue)", a déclaré à l'AFP le Dr Yamadou Diallo, au service des urgences de l'hôpital Gabriel-Touré, dans la capitale. Le décès a été confirmé à l'AFP par un responsable de la Primature.

Après le rassemblement, des manifestants ont attaqué le siège de l'Assemblée nationale.

"Plusieurs bureaux ont été saccagés, des documents détruits, des biens emportés", a déclaré à l'AFP un responsable de l'institution. "Les forces de l'ordre ont été obligées de tirer", a-t-il ajouté. Les deux chaînes de la télévision publique malienne ORTM ne diffusaient plus vendredi après-midi, a constaté un journaliste de l'AFP. Les causes de cette interruption n'étaient pas connues dans l'immédiat, mais elle s'est produite après que des manifestants, à l'issue du rassemblement, se sont dirigés vers le siège de la radio et de la télévision publique, dont ils ont occupé la cour, selon des journalistes de l'AFP.



D'autres protestataires bloquaient deux des trois ponts de la ville, ont constaté des journalistes de l'AFP. Des manifestants ont érigé des barricades sur un des ponts et des voitures étaient contraintes de dévier de leur itinéraire, selon les mêmes sources.

Des incendies sporadiques se sont déclarés en différents endroits où des pneus ont été brûlés. Auparavant, des milliers de manifestants s'étaient retrouvés vendredi après-midi après la grande prière musulmane, deux jours après un discours du chef de l'Etat visant à désamorcer les tensions. "Le président de la République a déçu dans son dernier discours", a déclaré à l'AFP Nouhou Sarr, un responsable du Mouvement de contestation. "Nous ne voulons plus de ce régime", a, de son côté, affirmé une manifestante, Sy Kadiatou Sow.

"Tout le monde a parlé au Président!", a déclaré Issa Kaou Djim, un autre responsable de la contestation, pendant la mani-

festation. "Maintenant, on ne le considère plus comme Président. Mais tout ce que nous allons faire se fera dans le cadre démocratique et républicain", a-t-il poursuivi. Des responsables de la contestation ont, par ailleurs, réitéré vendredi leur appel à une désobéissance civile, dans un document en dix points dans lequel ils précisent les actions à mener. Parmi celles-ci, figure le mot d'ordre de "ne payer aucune amende ou contravention pendant cette période" dont la durée n'a pas été précisée.

Le document mentionne aussi le blocage de l'entrée des services de l'Etat sauf ceux liés à la santé, l'occupation des carrefours et la mise en place de "brigades mobiles de communication pour le cas où internet serait coupé ou ralenti".

Le président Keïta a vainement tenté, dans son discours de mercredi soir, un apaisement, en ouvrant la voie à un réexamen de l'inversion par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats des

législatives de mars-avril, considérée comme l'élément déclencheur de l'actuelle crise politique.

M. Keïta a laissé entendre qu'une Cour nouvellement formée pourrait revenir sur cette décision, qui a profité à une dizaine de membres de sa majorité, à commencer par celui qui allait ensuite être élu à la présidence du Parlement. Le Mouvement du 5 juin réclame la dissolution du Parlement, la formation d'un gouvernement de transition dont il désignerait le Premier ministre, ainsi que le remplacement des neuf membres de la Cour constitutionnelle, accusée de collusion avec le pouvoir.

Dans un communiqué diffusé vendredi soir, il accuse le pouvoir pour responsable des violences et exhorté les forces de l'ordre à protéger "les manifestants aux mains nues qui ne défendent que les valeurs démocratiques, laïques et républicaines".

AFP

RÉDUCTION DE L'AIDE TRANSFRONTALIÈRE EN SYRIE

Le Conseil de sécurité rejette le projet de résolution russe

Le Conseil de sécurité de l'ONU a rejeté vendredi un projet de résolution russe sur une réduction de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie. Selon des diplomates, ce projet de résolution prévoyant la suppression d'un point d'accès en Syrie a recueilli 4 voix pour (Russie, Chine, Vietnam, Afrique du Sud), 7 contre (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Belgique, Estonie, République dominicaine) et quatre abstentions (Indonésie, Tunisie, Niger, Saint-Vincent et les Grenadines). Un précédent vote dans la journée sur un projet de

résolution cette fois de l'Allemagne et de la Belgique s'était conclu par un nouveau double veto - le deuxième en trois jours - de la Russie et de la Chine, illustrant la profonde division du Conseil de sécurité.

L'autorisation transfrontalière de l'ONU, qui permet d'acheminer de l'aide à la population syrienne sans l'aval de Damas, existe depuis 2014 et a expiré ce vendredi.

Le dispositif s'appuie sur deux points d'entrée dans le nord-ouest de la Syrie, sur la frontière turque : à Bab al-Salam, menant à la région

d'Alep, et à Bab al-Hawa, desservant la région d'Idleb où vivent près de quatre millions de Syriens.

La Russie, qui juge que ce mécanisme empêche sur la souveraineté de la Syrie, veut supprimer le point d'entrée de Bab al-Salam, avançant qu'il est bien moins utilisé que celui de Bab al-Hawa. Jusqu'à présent, les Occidentaux refusent et veulent conserver les deux accès. En janvier, Moscou avait déjà réussi à imposer à l'ONU de réduire fortement le dispositif, de quatre à deux points de passage frontalier et

pour six mois contre un an depuis sa création. Au total, le Conseil de sécurité a enchaîné depuis le début de la semaine cinq scrutins sur ce sujet de l'autorisation transfrontalière en Syrie, sans parvenir à une solution.

Vendredi, l'Allemagne et la Belgique ont mis sur la table du Conseil un nouveau projet qui prévoit de maintenir le point de passage de Bab al-Hawa pour un an et celui de Bab al-Salam pour seulement trois mois. Les deux membres non permanents, en charge du volet humanitaire du dossier

syrien à l'ONU, pourraient demander prochainement un vote au Conseil, éventuellement avec des amendements au texte, selon ces sources. Pour l'ONU, maintenir le plus possible de points de passage est crucial, surtout face au risque de la pandémie de Covid-19 qui gagne la région. En juin, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait réclamé dans un rapport le prolongement du dispositif transfrontalier pour un an en incluant les deux points d'accès actuels.

R.I.

Contenu d'un ustensile de cuisine Frère de Napoléon II	Houilleur Seuls	Reçoit le Tom Devenu aigre	Escroquer	Reclame de la retenue Oiseau de proie	Arme rudimentaire	Forfaits Sa préfecture est Montauban		
Sentiment de lassitude Un des tontons flingueurs			Pour soutenir la quille Tournent dans les westerns		Oignon dans la botte Géant nordique	Vient de rire Eau minérale de Haute-Savoie		
Impartiallement Pétoche			Région naturelle de l'Ain Affluent de l'Obi					
			Bout de bois Fluide vital		German-drées Ville à la tour penchée			
Mannequin et actrice française	Emplette	Prince musulman Prison			Attrapa Crier, en parlant de la brebis			En haut de l'escalier
			Remar-quable	Bismuth Enduit qui protège du feu		Pièce de charrue		
Frère de Vincent Van Gogh		Petites artères Une côte française (d')				Pianiste français (Yves) Appontement		
			Affûtée Près de				Roulement de tambour Coeur tendre	
Grigri Quart d'an						Air vicié Décortil-quez		
		Légumi-neuses Décorèrent		Couche de l'oeil Américium				
Eut chaud en octobre	Cinéaste italien (Francesco) Ville d'eau belge			Service du seigneur	Préfecture du Calvades Scénariste de Julie Claire et Cécile			Obtempéré
			Alliage de cuivre et de zinc Vieux coups de sang				Tout au bout du lac Iséo Arrose Varsovie	
Sévies Bande d'extrême gauche				Prénom scandinave Pied de vers				Règlement total
			Manque d'aisance La crosse en hockey sur gazon					
Note de musique	Longs temps Mèches rebelles			Naissance de l'impopu-larité	L'Estonie Passe à Chartres			
		Considérez Glace anglaise				Technétium Exprime		Plot de départ
Résineux Bruit bref et régulier			Plus que suffisant Bouge peu			Impayé On le fête		Petit officier
				Râpé				
Sélénium		Survom d' Eisenhower		Suit son idée				

21h05

2 Guns

TF1

STARMANIA



Bobby Trench et Michael Stigman rendent visite au Mexique à Papi Greco, un important baron de la drogue.

Mariah Carey va publier un livre sur sa vie

C'est officiel : Mariah Carey va publier ses mémoires. Un projet sur lequel la diva américaine planche depuis plusieurs années.

Le livre "The Meaning of Mariah Carey" est donc prêt ! « Cela m'a pris le temps d'une vie d'avoir le courage et d'y voir plus clair pour écrire mes mémoires. Je veux raconter l'histoire de ces moments - les hauts et les bas, les triomphes, les traumatismes, les débâcles et les rêves qui ont contribué à la personne que je suis aujourd'hui » écrit Mariah Carey sur son compte Instagram, révélant la date de sortie fixée au 29 septembre prochain.

Composée de ses souvenirs, mésaventures, luttes, survies et de ses chansons, cette autobiographie sans filtre de Mariah Carey racontera son parcours et son incroyable ascension, de la « petite fille effrayée » à « l'adolescente abandonnée et ambitieuse » et évidemment de « la femme trahie et triomphante » qu'elle est aujourd'hui. La star précise que ce livre, "The Meaning of Mariah Carey", a été incroyablement dur mais réparateur à écrire.

Gims confirme la sortie de son nouvel album en octobre

Plus de deux ans après sa sortie, le rappeur continue de défendrer son album "Ceinture noire", doté de deux rééditions. Et bien lui en a pris puisque le disque s'est écoulé à plus de 800.000 exemplaires à ce jour, dont plus de 470.000 ventes pures, grâce à l'énorme succès des tubes "La même", "Reste" ou "Hola Senorita", respectivement partagés avec Vianney, Sting et Maluma.

Mais l'autre grosse actualité automnale de Gims sera son quatrième album. Celui qui teasait il y a quelques semaines un nouvel album rap semble avoir laissé quelques nouveaux indices de son retour dans une vidéo publiée sur Instagram.

Tout en nous faisant visiter sa villa au Maroc, le chanteur écrit en légende : « La chose la plus triste que je puisse imaginer, c'est de m'habituer au luxe ». Un retour au rap pur et dur que Gims a teasé via le titre "Légendaire" pour la bande originale de la série "Validé".

l'interprète de "Malheur malheur" avouait qu'il était délicat d'être à la fois rappeur et chanteur : « C'est compliqué parce que les gens ne comprennent pas forcément. Pour certaines personnes, on n'a pas le droit d'être un rappeur et de faire du chant en même temps. Je trouve que c'est une mentalité erronée et pauvre. On peut être les deux. La preuve".

21h05

Hudson et Rex

France 3



Charlie enquête sur Vicky, présentatrice de télévision dont le mari Chris est retrouvé mort dans son bureau.

21h05

Scorpion

W9



Lassée de voir Toby et Walter se disputer sans cesse, Paige leur impose d'aller suivre une thérapie pour régler leurs problèmes.

21h05

Capital

M6



Campings, hôtels, restaurants : ils ont trois mois pour sauver leur année

21h07

Chicago Fire

CSTAR



Un incendie ravage un vieil entrepôt désaffecté habité par quatre squatters. Trois d'entre eux sont sauvés.

21h05

Section de recherches

tmc



Un homme est retrouvé mort sur le parking d'un cercle de jeu.

LA NATION

Quotidien National d'Information.
Edité par SARL «NATION EDITION»
Capital social de 100 000,00 Da
Directeur Général

Responsable de la publication
Omar ATTIA

Impression

Centre : SIA
EST : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution

Centre : La Nation
EST : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités contacter
ANEP 1 rue Pasteur Alger Centre
Tel/ Fax : 023 50 80 05

Siège de la rédaction

03, rue Ali Boumendjel, Square Port Said,
Alger Centre
Tel/ Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL
005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation



Alger
Tialet
Constantine
Tizi Ouzou
Bejaia

29°
33°
31°
29°
28°

Le Maroc use de "corruption et d'intimidation" pour asseoir son occupation

L'organisation des droits humains "France Libertés" a indiqué lors des travaux de la 44e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations Unies à Genève que le Maroc usait de "corruption et d'intimidation" dans sa politique étrangère pour asseoir et maintenir son occupation illégale du Sahara occidental.



"Des pays usent de corruption et d'intimidation dans leur politique étrangère pour asseoir une situation illégale et incompatible avec le Droit international. Tel est le cas du Royaume du Maroc qui occupe illégalement le Sahara occidental, lequel figure sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes", a souligné "France Libertés" par la voix de Lucia Tramer, lors du débat du Point 3 à l'ordre du jour de la 44e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations Unies (Promotion et protection de tous les droits de l'Homme). L'or-

ganisation des droits humains a qualifié d'acceptable l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) qui a récemment ouvert une succursale à Genève (SAFTCO), propriété de la famille royale marocaine, estimant que cette exploitation "contribue à asseoir et à maintenir la présence illégale du Maroc, en tant que force d'occupation, dans plusieurs parties du Sahara occidental". Dans sa déclaration reprise par l'agence de presse sahraouie SPS, "France Libertés" a appuyé les

"recommandations formulées dans le rapport du groupe de travail de l'ONU en charge de la question des droits de l'homme pour lutter contre la corruption", appelant à "lutter contre la corruption à laquelle se livre un Etat occupant illégalement un autre territoire". L'organisation a affirmé, à ce propos, que "la corruption est l'un des facteurs qui minent le travail et la légitimité des institutions et sapent l'état de droit et les droits des groupes et des individus soumis à la marginalisation, à la discrimination et à d'autres actes illégaux".

Turquie: Sainte-Sophie transformée en mosquée

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé vendredi la transformation de l'ex-basilique Sainte-Sophie en mosquée, après qu'un tribunal a révoqué le statut de musée de ce haut lieu du tourisme à Istanbul. Le Conseil d'Etat, plus haut tribunal administratif de Turquie, a accédé à la requête de plusieurs associations en révoquant une décision gouvernementale datant de 1934 conférant à Sainte-Sophie le statut de musée. Peu après cette décision, M. Erdogan a annoncé que l'ex-Basilique byzantine de l'ancienne Constantinople, serait ouverte aux prières musulmanes en tant que mosquée le vendredi 24 juillet. Œuvre architecturale majeure construite au VIe siècle par les Byzantins qui y couronnaient leurs empereurs, Sainte-Sophie est un site classé au patrimoine mondial par l'Unesco, et l'une des principales attractions touristiques d'Istanbul avec quelque 3,8 millions de visiteurs en 2019. Convertie en mosquée après la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, elle a été transformée en musée en 1934 par le dirigeant de la jeune République turque, Mustafa Kemal, soucieux de "l'offrir à l'humanité".

Le Président Tebboune présidera aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présidera aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres consacrée à des questions liées au Plan national de relance socioéconomique, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. "Le Conseil des ministres tiendra, dimanche matin, en visioconférence sa réunion pério-

dique, sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", indique le communiqué. Le conseil des ministres "examinera plusieurs exposés ministériels en lien direct avec le Plan national de relance socioéconomique", précise la même source.

Décès du Moudjahid Abdallah Yelles: Dernier témoin des massacres du 8 mai 1945 à Guelma

Le Moudjahid Abdallah Yelles, l'un des derniers témoins des massacres du 8 mai 1945 à Guelma, est décédé vendredi à l'âge de 96 ans des suites d'une longue maladie et inhumé le même jour, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des Moudjahidine et des ayants droit de la wilaya. Membre fondateur de l'association locale du 8 mai 1945 et son président d'honneur, Abdallah Yelles a été inhumé vendredi en fin d'après-midi au cimetière d'Oued Le-

maiz de Guelma. Le défunt est l'un des premières victimes des odieux massacres du colonisateur qui lui ont coûté une blessure à la jambe alors qu'il participait à l'âge de 20 ans à la marche coïncidant avec la tenue du marché hebdomadaire. Gravement blessé ce jour-là par les forces coloniales, Abdallah Yelles qui restera hospitalisé jusqu'au 22 février 1947, aura vécu le reste de sa vie avec un handicap moteur.

TLS Contact Algérie : Nouvelle note concernant les RDV visas

Suite à la hausse des contaminations que connaît le pays ces derniers jours, les autorités ont annoncé, jeudi dernier, de nouvelles mesures, dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, entre autres, l'interdiction de la circulation à destinations et en provenance des 29 wilayas les plus touchées. A cet effet, TLS Contact Algérie a publié une nouvelle note. TLS Contact Algérie a fait part, hier soir, d'une nouvelle note importante destinée aux demandeurs de visas pour la France ayant obtenu un rendez-vous pour la semaine prochaine, c'est à dire à partir de demain dimanche 12 juillet. La note en question, postée sur

la page Facebook officielle de TLS Contact, stipule que les personnes concernées pourront se présenter pour le dépôt de leurs demandes de visas la semaine du 19 juillet, en respectant le même jour et la même heure qui leur ont été accordés au rendez-vous initial. « Suite aux décisions du gouvernement annoncées hier contre la propagation du virus, TLScontact informe les demandeurs, rencontrant des difficultés à se déplacer cette semaine, qu'ils ont la possibilité de se présenter pour le dépôt de la demande la semaine du 19 le même jour et à la même heure que le rendez-vous initial », lit-on sur la même note.

Un espace de communication dédié aux investisseurs nationaux

► Un espace de communication destiné à la communauté des investisseurs, des opérateurs économiques et des hommes d'affaires a été ouvert par le ministère du Commerce par le biais de son site web. Cet espace de communication est également destiné aux consommateurs, aux universitaires, aux chercheurs et à tous les utilisateurs des informations à caractère commercial, lit-on sur le site web du ministère du Commerce. Il est à rappeler que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait réitéré lors de ses rencontres

périodiques avec les représentants des médias nationaux, sa décision portant soutien aux investisseurs souhaitant réaliser des projets basés sur des matières premières locales par des prêts bancaires allant jusqu'à 90% de la valeur du projet.

Afrique du Sud : Au moins cinq personnes tuées dans une prise d'otage

► Au moins cinq personnes ont été tuées lors d'une prise d'otage dans une église de Zuurbekom, à l'ouest de Johannesburg, a indiqué samedi la police sud-africaine. Les services de police d'Afrique du Sud ont déclaré que 30 suspects avaient été arrêtés et que la police avait saisi plus de 25 armes à feu.

Les négociateurs de la police sont encore sur place, a-t-on précisé.

Accidents de la circulation : 5 morts et 347 blessés en 48 heures

► Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 347 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le pays, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile (PC). Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger, avec le décès d'une personne et 17 autres blessés, soignées sur place, puis évacuées vers les structures sanitaires locales, a précisé la même source.

HORAIRE DES PRIÈRES

Sobh	Dohr	Asser	Maghreb	Icha
03:28	12:45	16:35	20:08	21:44